

L'école actuelle est certes le produit et le reflet de la société dans laquelle nous sommes, mais elle a aussi son histoire propre, en tant que lieu institutionnel et en tant qu'espace social. Elle est donc soumise à des contradictions qui sont pour certaines partagées par l'ensemble de la société et pour d'autres spécifiques. Les contradictions du système capitaliste ont permis le succès des luttes menant à l'adoption de revendications politiques et syndicales progressistes, dont le droit à l'éducation pour tous. Dans les circonstances actuelles, ce droit à l'éducation pour tous et toutes est violemment remis en cause, au nom d'une idéologie qui prône un retour à des valeurs élitistes et défend des objectifs de rentabilité immédiate.

A la question « quelle école voulons-nous » ? nous répondons donc : une école pour tous et pour toutes, qui soit à la fois formatrice et émancipatrice, ouverte et coopérative, et structurellement repensée.

Cette conception implique la poursuite de débats et interrogations : parler des missions de l'école, c'est parler des statuts et des activités de l'ensemble constitué par les personnels, les élèves, les parents et les différents acteurs de l'institution ; parler du contexte éducatif que nous souhaitons, des idées que nous défendons prioritairement par rapport aux transmissions du savoir et aux acquisitions de connaissances, de la conception du métier que nous avons.

Les débats et interrogations doivent s'appuyer sur les expériences pédagogiques alternatives en cours. SUD Éducation doit soutenir les expériences alternatives qui vont dans le sens de l'école que nous voulons. Notre projet syndical va plus loin et revendique la généralisation d'un système alternatif éducatif lié à une transformation sociale. Toute école alternative ne peut être réalisée dans le cadre de la précarisation des personnels éducatifs qui, du point de vue pédagogique ne permet pas de travail suivi. De plus, une école nécessite des effectifs réduits tant dans les classes que dans des établissements à taille humaine.

1/ Une école pour tous et pour toutes :

c'est une école qui refuse la sélection et la hiérarchisation des savoirs.

L'école que nous voulons est une école pour toutes et tous qui permet de s'épanouir et prendre en compte la diversité des élèves. La situation actuelle, l'école du tri social, où il est demandé à l'élève de s'adapter à un système complexe est inacceptable : rythme scolaire imposé, programmes trop normatifs, cloisonnement des disciplines, exercices très formalisés, un système de notation stigmatisant, le tout ponctué par des orientations précoces.

Aujourd'hui l'organisation de l'école est au service d'une hiérarchie bien établie des filières imposées (dévalorisation des filières dites professionnelles, valorisation des grandes écoles) reposant sur des savoirs et des savoirs faire eux mêmes hiérarchisés. Il faut donc une école refondée où le maximum de capacités seront développées, où l'évaluation sera valorisante et l'orientation plus tardive et autonome. Cette école ne peut se limiter à une relation enseigné-e-s enseignant-e-s et nécessite l'intervention d'autres acteurs pour répondre aux besoins de toutes et tous. Une école pour tous et pour toutes repose sur la laïcité, c'est-à-dire, sans établissements privés, sans main mises du politique, du religieux et de l'entreprise sur l'école.

SUD Education est pour la nationalisation de toutes les écoles privées dans un seul service public d'éducation.

c'est une école solidaire.

La solidarité implique un statut unique pour les enseignants et un traitement égalitaire en matière

de salaire pour tous les acteurs professionnels de l'école. Elle implique aussi le refus de la concurrence entre établissements et le refus de l'exclusion (en premier lieu, le maintien, au moyen de structures spécialisées, des « décrocheurs » dans le système scolaire).
c'est une école qui offre une formation polyvalente.

Il doit y avoir diversité des propositions de formation, afin que les élèves puissent s'ouvrir au maximum de connaissances et au maximum de possibilités d'orientation future, y compris dans les spécialités dites manuelles. Dans cette formation, l'enseignement professionnel, technique et manuel a toute sa place (autrement dit : on ne peut le laisser aux entreprises), à condition que les liens soient forts entre les enseignements généraux et les enseignements professionnels.

2/ Une école démocratique et émancipatrice :

Les établissements scolaires sont de plus en plus soumis à une hiérarchisation intense des rapports, sous couvert de management. La seule réponse possible est de favoriser au maximum l'existence d'une véritable communauté éducative. Une telle volonté implique d'abord l'intégration de la concertation (associant tous les membres de cette communauté) dans les services des personnels et les emplois du temps des élèves, ainsi que des moments de rencontre avec les parents et les intervenants extérieurs. En ce qui concerne l'émancipation, il s'agit bien de développer l'autonomie des élèves, leur aptitude à surmonter les contraintes, leur esprit critique, leur appropriation du savoir, et finalement de les aider à faire les meilleurs choix possibles pour eux en fonction de leurs intérêts. Mais ce développement personnel ne peut se faire que dans un cadre de sociabilisation intense, en développant le travail de groupe, la solidarité entre élèves, les projets créatifs et culturels, c'est à dire le contraire de l'école utilitaire et individualiste qu'on nous impose. L'esprit critique n'est en effet pas dissociable de la culture générale, et il est donc normal que les acquis culturels soient privilégiés par rapport à la rentabilité du résultat. En ce sens, l'interdisciplinaire, avec une formation et des moyens adéquats, peut-être une piste prolifique. Par la gratuité, il faut que l'école permette à tous les élèves (quels qu'ils soient et où qu'ils soient) de rencontrer des artistes, de fréquenter des lieux d'art, de participer à des projets de création. Les échanges linguistiques et culturels doivent être favorisés. Le lien avec la recherche, actuellement le plus souvent inexistant doit être assuré, autant en ce qui concerne les savoirs que les pratiques pédagogiques.

3/ Une école ouverte et coopérative et structurellement repensée :

Une école permettant une pédagogie active.

L'école ne peut plus fonctionner sur le modèle autoritaire qui apparaît comme le modèle de référence. Il faut dépasser la transmission unilatérale du savoir et mettre en place des méthodes pédagogiques plus actives, ce qui implique des activités moins formalisées, des productions plus personnelles et des modes d'évaluation différents. De même, les méthodes d'apprentissage doivent permettre l'entraide et le travail de groupe plutôt que favoriser compétition et élitisme. La première restructuration de l'école serait la démocratisation des rapports sociaux qui y sont instaurés : autogestion des écoles, des collèges et des lycées par les personnels et les élèves. Une telle affirmation revient à dire que l'école ne se définit pas uniquement comme un lieu d'enseignement, mais aussi comme un lieu de socialisation.

Extraits du texte Quelle école voulons-nous ? adopté au congrès de Cherbourg de SUD Education de mai 2009